

NATIONS UNIES
COMISIÓN ECONÓMICA
POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES -
CEPALC



Distr.
LIMITEE

LC/MEX/L.671
13 Septembre 2005

ORIGINAL: ESPAGNOL

HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 2004
ET LES PERSPECTIVES POUR 2005

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| 1. Caractéristiques générales de l'évolution récente | 1 |
| 2. L'évolution du secteur externe | 2 |
| 3. La politique économique et les réformes structurelles | 3 |
| a) La politique fiscale..... | 3 |
| b) La politique monétaire | 5 |
| c) La politique de change | 7 |
| 4. La production, l'emploi et les prix | 8 |
| a) L'activité économique..... | 8 |
| b) Les prix, les rémunérations et l'emploi..... | 8 |
| 5. Perspectives pour l'année 2005 | 9 |
| <u>Annexe statistique</u> | 11 |

TABLEAUX

| <u>Tableau</u> | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| 1 Principaux indicateurs économiques, 2000-2004..... | 13 |
| 2 Principaux indicateurs trimestriels, 2003-2005 | 15 |
| 3 Offre et demande globales, 2000-2004..... | 16 |
| 4 Produit intérieur brut par principaux secteurs, aux prix du marché, 2000-2004 | 17 |
| 5 Indicateurs de la production agricole et de l'élevage, 2000-2004..... | 18 |
| 6 Indicateurs de la production industrielle, 2000-2003 | 19 |
| 7 Évolution de la production et de la consommation d'électricité, 2000-2004 | 20 |
| 8 Principaux indicateurs du commerce extérieur de biens, 1995-2004..... | 21 |

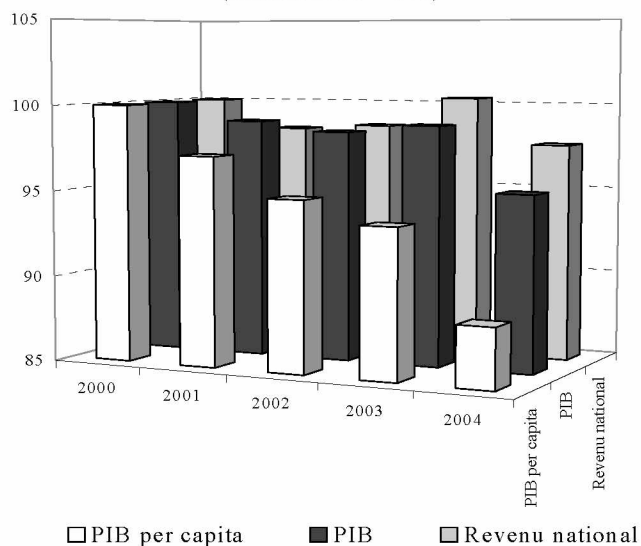
| <u>Tableau</u> | | <u>Page</u> |
|----------------|---|-------------|
| 9 | Exportations de biens fob, 2000-2004..... | 22 |
| 10 | Importations de biens cif, 2000-2004..... | 23 |
| 11 | Balance des paiements (présentation analytique), 2000-2004..... | 24 |
| 12 | Évolution du taux de change, 2000-2004..... | 25 |
| 13 | Indicateurs de l'endettement externe, 2000-2004..... | 26 |
| 14 | Évolution des prix intérieurs, 2000-2004..... | 27 |
| 15 | Évolution des prix à la consommation, 2000-2005..... | 28 |
| 16 | Évolution des rémunérations, 2000-2004..... | 29 |
| 17 | Indicateurs monétaires, 2000-2004..... | 30 |
| 18 | Bilan de la BRH, 2000-2004..... | 31 |
| 19 | Recettes et dépenses du gouvernement central, 2000-2004..... | 32 |
| 20 | Indicateurs du système bancaire, 2000-2004..... | 33 |

HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 2004 ET LES PERSPECTIVES POUR 2005

1. Caractéristiques générales de l'évolution récente

Les événements sociopolitiques qui ont troublé Haïti en 2004 ont eu un impact fortement négatif sur le déroulement de son économie. La démission du Président Jean-Bertrand Aristide le 29 février, le déploiement d'une force multinationale dans le pays, la formation d'un gouvernement de transition et la mise en place —depuis le mois de juin— de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), sont quelques-uns des facteurs qui ont reflété l'instabilité de la conjoncture dans un pays qui depuis plusieurs années déjà traversait une situation difficile (voir graphique 1). Il y eut contraction tant du produit interne brut (PIB) (–3,8%), que de la consommation (–2%) et de l'investissement (–3,1%), alors qu'on a enregistré une légère augmentation des exportations (2,8%) et la stagnation des importations (0,2%).

Graphique 1
HAÏTI: PRODUIT ET REVENU
NATIONAL BRUT
(Indices 2000 = 100)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Dans une économie où les transferts privés —qui s'élevèrent à 993 millions de dollars— représentent 26% du PIB, ceux-ci ont sans aucun doute détenu une fois de plus une régression de dimension plus catastrophique, en évitant en particulier une chute de la consommation des foyers plus sévère.

Le gouvernement de transition et la communauté internationale ont élaboré conjointement un document de programme —*Cadre de Coopération Intérimaire (CCI)*— signé en juillet 2004, afin d'affronter les tâches de court terme les plus urgentes (2004-2006). Les diverses instances de la communauté internationale —tant donateurs bilatéraux et multilatéraux qu'organismes financiers— se sont engagés à un financement global d'approximativement 1.000 millions de dollars pendant deux ans, ¹ dont environ 60% serait constitué de dons et le restant par des prêts octroyés à des taux préférentiels.

Cependant, à plus d'une année, les grandes lignes du programme ne se sont pas concrétisées dans leur totalité, et les rentrées d'apports financiers externes ont été substantiellement inférieures aux 221 millions de dollars envisagés pour le restant de la période de l'année fiscale 2004. On avance même que le montant total net décaissé ne dépasserait pas 15% des sommes convenues.

Dans une tentative pour remédier à la situation, et devant les critiques formulées à l'encontre de la communauté internationale pour la lenteur avec laquelle elle opère, plusieurs réunions ont eu lieu afin de suivre l'état d'avancement des accords du CCI: à Washington, en décembre 2004; ensuite aux instances du Gouvernement français le 18 mars 2005, à Cayenne (Guyane française) ² et la plus récente,

les 16 et 17 juin 2005 à Montréal, à l'initiative du Gouvernement du Canada.

Le gouvernement de transition, pour sa part, a également lancé en mars 2005 un Programme de Relance Economique (Prorec), qui comprend trois rubriques, à savoir: infrastructures de base, promotion d'activités économiques aux effets multiplicateurs et création d'un contexte propice au développement du secteur privé (fonds de capitalisation). L'ensemble de ce programme s'élève à environ 1.880 millions de gourdes (50 millions de dollars).

De sorte qu'avec l'aide provenant de la signature avec le Fonds monétaire international (FMI) d'un nouveau *Staff Monitoring Program* (SMP) et d'un *Emergency Post Conflict Assistance*³ (EPCA, pour son sigle en anglais), octobre 2004 - septembre 2005, qui apporteraient un financement concessionnel (25% de la contribution du pays au FMI) de 30 millions de dollars en deux versements de 15,6 millions chaque- et grâce à certains pronostics favorables concernant le secteur agricole, il serait possible de détenir la chute du PIB. Cependant, les résultats du premier semestre (octobre 2004 - mars 2005) ont été peu prometteurs. Bien que le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques ait été conforme aux objectifs que les autorités avaient fixés avec le FMI, la relance de l'économie a été très inférieure aux

pronostics. La hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international, la stagnation du crédit interne, la faible activité productive et, en conséquence, la baisse du niveau de l'emploi et de la consommation, sont quelques-uns des facteurs qui ont freiné un possible redressement.

A son tour, l'impact des désastres naturels qui ont affecté le pays en mai et mi-septembre 2004 a eu une influence nettement négative. On estime que les dégâts causés par les inondations du mois de septembre sont équivalents à 6,5% du PIB,⁴ sans compter les pertes occasionnées par les conflits au début de 2004 (5,5% du PIB, selon les estimations du FMI).

La violence qui prévaut en particulier à Port-au-Prince, et qui a connu une recrudescence depuis le mois de septembre 2004 —à partir de la dénommée «Opération Bagdad», fomentée par des groupes partisans de l'ex-président Aristide—, outre les actes imputables tant à la présence sur les lieux d'autres groupes armés (ex-militaires) qu'à la propre délinquance commune, mettent en péril le fragile équilibre politique et institutionnel et l'accomplissement des programmes économiques et sociaux, en même temps qu'ils compromettent la réalisation même des élections (municipales, législatives et présidentielle) prévues en octobre et novembre de l'année en cours.

2. L'évolution du secteur externe

Le niveau déprimé des activités productives et les circonstances particulières qui ont prévalu pendant l'année fiscale 2004 se sont reflétées également dans l'évolution du secteur externe, mais étant donné le niveau absolu des importations —qui a triplé celui des exportations—, le solde déficitaire de la balance commerciale s'est aggravé de 7%, tandis que le déficit en compte courant a été de 0,9% du PIB.

L'instabilité qui a régné à Port-au-Prince pendant les semaines de plus grands conflits en février et mars 2004 a provoqué la diminution des activités ou bien la fermeture de nombreuses entreprises de sous-traitance, sans compter les pertes matérielles d'inventaire et d'équipement suite au pillage et destruction. Même ainsi, tant le volume (7%) que la valeur (15%) des exportations de sous-traitance ont augmenté. Les exportations traditionnelles n'ont pas été très

affectées non plus et l'on a observé une performance positive du volume des produits vendus à l'extérieur, tels que mangues (31%), cacao (31%) et café (7%).

Les importations, pour leur part, ont obtenu une reprise nominale de 6,2%, mais en termes réels la variation a été négative presque dans les mêmes proportions (-6,1%). Les hausses des prix, tant des hydrocarbures (19%) que d'autres denrées de base d'importation (riz 54%, blé 6%,

poulets 47%, lait 49%, huiles 4%), à l'exception notable des légumineuses (-10%), ont provoqué une dépréciation de 6,7% du rapport des termes de l'échange.

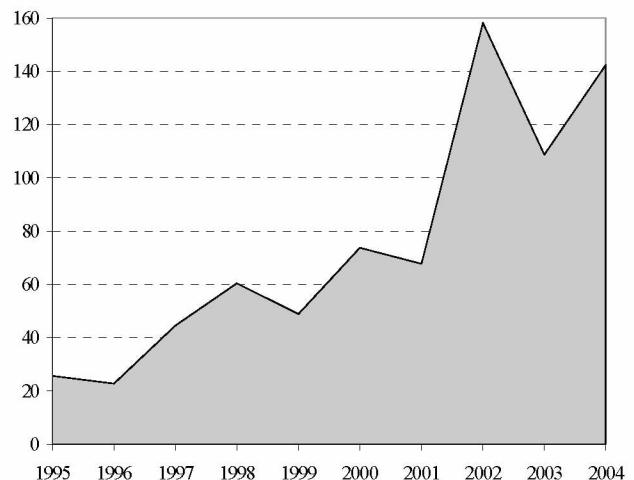
Le montant total des transferts privés (993 millions de dollars) a été une fois de plus la composante de l'équilibre du compte courant de la balance des paiements, alors que l'importance des apports de l'aide externe reçue a été inférieure aux prévisions. Les interventions d'achat de devises de la Banque Centrale —pour un montant total de 98,8 millions de dollars pendant l'année fiscale 2004— ont permis une certaine reconstitution des réserves internationales nettes, qui à la fin de l'exercice représentaient 50 jours d'importations, conformément aux critères fixés avec le FMI.

A la fin du mois de septembre 2004 l'endettement externe net atteignait 1.316 millions de dollars, environ trois fois le niveau des exportations de biens et services. Les arriérés de paiement non réglés à cette date (72 millions de dollars) n'ont cessé d'être un sujet de dissension avec les principales institutions financières internationales. En particulier, à ce titre les autorités devaient à la Banque mondiale 44 millions de dollars, alors qu'au niveau bilatéral le montant correspondant à la France (18 millions de dollars) était le plus notable. Le déficit des décaissements nets en 2004 a été de 10

millions de dollars, correspondant à un flux de ressources fraîches et paiements du service de la dette se montant à 23 et 33 millions de dollars, respectivement. Il faut souligner que depuis 2002 les coefficients en décaissements du service de la dette ont reflété une perte nette de ressources, avec des niveaux absolus à ce jour environ six fois ceux qui ont prévalu il y a une décade (voir le graphique 2).

Graphique 2

HAÏTI: SERVICE DE LA DETTE COMME % DÉBOURSEMENTS, 1995-2004



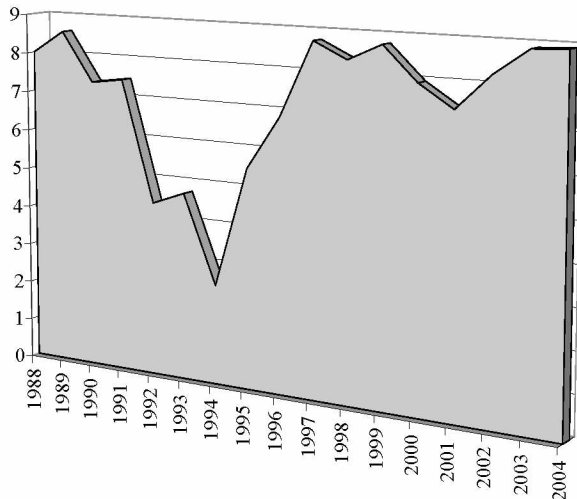
Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

3. La politique économique et les réformes structurelles

a) La politique fiscale

Devant une charge fiscale qui n'a pas dépassé 9% du PIB en plus de 15 ans, fait qui s'est ajouté à la nécessité d'un financement presque constant d'environ 25% en moyenne des dépenses publiques totales pendant la dernière décade, les autorités ont eu recours au financement de la Banque Centrale pour couvrir le déficit. Néanmoins, pendant l'année fiscale 2004 on enregistre une diminution substantielle (40%) de ce dernier mécanisme. Précisément, la politique économique du gouvernement de transition qui a assumé ses fonctions depuis le mois de mars a cherché à rétablir de façon urgente une certaine stabilité macroéconomique. Le déficit fiscal, qui à la fin décembre 2003 dépassait déjà les prévisions de tout l'exercice, a conduit les nouvelles autorités à réduire en termes réels (-5,7%) les dépenses de l'administration publique, alors que les recettes (-7,5%) diminuèrent en raison de la paralysie presque totale des activités économiques en février et mars.

Graphique 3
HAÏTI: COEFFICIENT DE TRIBUTATION
 (% PIB)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Dans une première étape les nouvelles autorités ont signé un SMP de court terme avec le FMI (jusqu'à septembre 2004), dont les résultats encourageants ont donné lieu postérieurement à EPCA, mis en oeuvre en janvier 2005. Les objectifs de ce programme —«consolider les résultats en matière de stabilité macroéconomique et faciliter la réalisation de travaux d'infrastructure dans un contexte propice de plus grande gouvernabilité et institutionnalité»—, bien que soumis à diverses conditions, ont résulté attrayants pour les autorités haïtiennes, puisqu'ils garantissaient l'obtention immédiate de ressources fraîches.

La première étape de ce programme s'est terminée en juin, et les résultats préliminaires permettent d'anticiper sa prorogation pour une deuxième phase. Outre les critères macroéconomiques, l'exécution du programme envisage également certaines «réformes structurelles». Elles comprennent: i) l'audit des entreprises d'Etat; ii) l'audit des comptes publics; iii) la création d'un bureau de contrôle anticorruption; iv) le renforcement des mesures restrictives quant à l'utilisation des comptes discrétionnaires par les ministères; v) la réalisation d'un recensement exhaustif des fonctionnaires et des entreprises d'Etat, et vi) le suivi des arriérés de paiements domestiques. L'exécution de ces deux

derniers points n'est pas entièrement terminée à ce jour.

Les recettes fiscales ont fortement chuté au cours du premier semestre de l'année fiscale 2004 suite aux événements liés à l'instabilité politique; on a observé, en particulier, un profond déclin des recettes provenant de l'impôt sur la valeur ajoutée, qui ont diminué de presque 8%. En effet, pendant la période octobre - mars la moyenne des recettes fiscales a représenté à peine 84% du montant obtenu les années précédentes.

Quant aux dépenses, les dépenses courantes se sont contractées de façon notable (-3,7%) et plus encore celles d'investissement (-12%). Les dépenses publiques ont subi un gel virtuel entre les mois de mars et de mai 2004. Le «surajustement» concernant les dépenses courantes semble avoir accentué la régression qui a pu être observée au niveau de l'activité économique.

Le déficit fiscal s'est détenu à 3,4% du PIB grâce à la contraction des dépenses (entre les mois d'avril et juin, en particulier, un excédent du solde courant a été obtenu). Le financement de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a couvert en grande partie le déficit, puisque les apports externes, conditionnés dans certains cas au règlement des arriérés sur le service de la dette externe, ont encore été restreints. En mars 2005 ceux-ci s'élevèrent encore à 32 millions de dollars uniquement envers des créiteurs bilatéraux (France, 21 millions), puisque depuis janvier 2005 les obligations avec la Banque mondiale (45 millions) ont été couvertes au moyen d'un schéma de paiements copartagé entre la Banque Centrale (avances à la trésorerie publique de réserves pour 40 millions de dollars) et le Gouvernement du Canada moyennant un don de 12,7 millions de dollars.

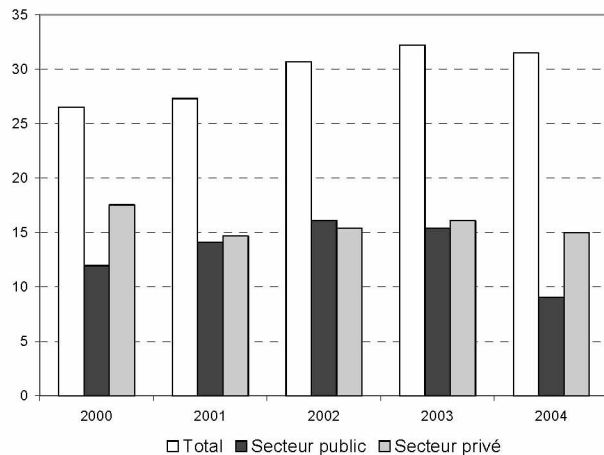
Les décaissements sur les emprunts souscrits —auprès de la Banque interaméricaine de Développement (BID) et la Banque mondiale (BM)— en 2005 dépassent largement pendant les quatre premiers mois (49 millions de dollars) le montant exécuté pendant toute l'année 2004; cependant, il y a une perte nette de ressources (17 millions) puisque pendant ce même laps de temps les paiements nets du service de la dette ont été de 66 millions de dollars (en particulier auprès de la Banque mondiale). Ce phénomène devrait se renverser dans les prochains mois

étant donné que le calendrier des décaissements et paiements présenterait vers la fin de l'année un solde favorable de près de 89 millions de dollars, en particulier grâce aux apports de la BID.

b) La politique monétaire

Pendant presque tout le deuxième semestre de l'année fiscale 2004 (avril-septembre 2004) les autorités monétaires ont maintenu une politique restrictive pour contrôler les poussées inflationnistes des trois premiers mois (plus de 40%). Le crédit net au secteur public, en particulier, a été réduit de façon drastique (44%) (voir le graphique 4). Malgré la diminution progressive des rendements (de 27,8% en avril à 7,6% en septembre) du taux d'intérêt leader (bons BRH), signal des nouvelles autorités visant à encourager la relance du crédit privé, celui-ci n'a pas repris.

Graphique 4
HAÏTI: CRÉDIT INTÉRIEUR BRUT
(% du PIB)



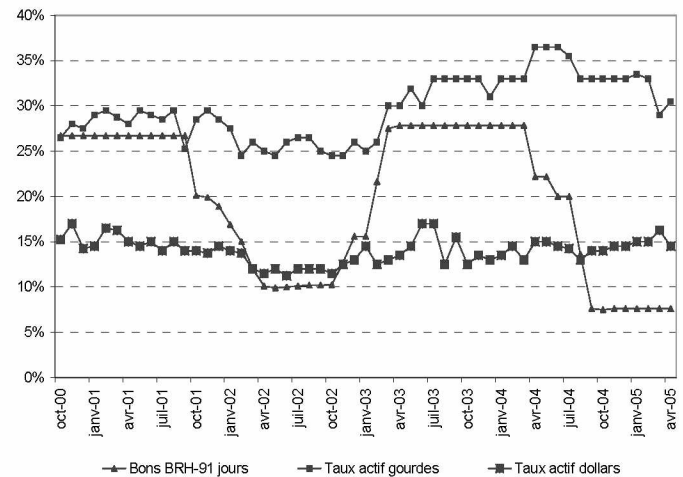
Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Il faut souligner que les entités financières privées n'ont pas rajusté parallèlement les taux appliqués sur les prêts, qui sont demeurés nettement plus élevés (33% et 14%, en gourdes et dollars, respectivement); dans le même temps, les taux sur les dépôts ont suivi le mouvement à la baisse des bons (voir le graphique 5). Ce qui a de toute évidence favorisé des marges bénéficiaires encore plus importantes pour intermédiation financière (26 et 12 points de spread en moyenne entre avril 2004 et avril 2005), bien que cela

n'ait pu compenser le déficit global du système financier, dont les indicateurs les plus remarquables —bénéfices nets des actifs (*Return of Assets*, ROA) et du patrimoine (*Return of Equities*, ROE)— ont montré un rendement à la baisse (voir les graphiques 6-A et 6-B).

Graphique 5
HAÏTI: TAUX D'INTÉRÊTS

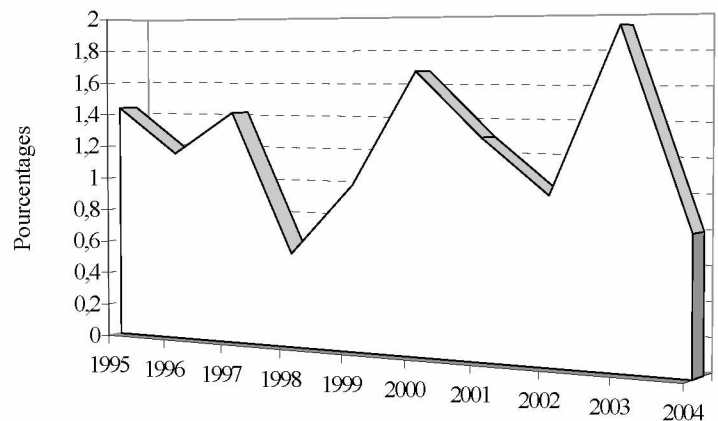
(Bons BRH-91 jours, taux actifs gourdes et dollars)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Graphique 6-A
HAÏTI: INDICATEURS DE RENTABILITÉ DU
SISTÈME BANCAIRE BÉNÉFICES
NETS/ACTIF TOTAL MOYEN

(Return of assets, ROA)

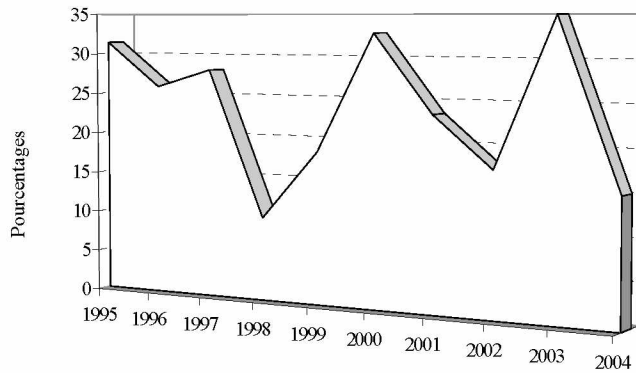


Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Graphique 6-B

**HAÏTI: INDICATEURS DE RENTABILITÉ DU
SISTÈME BANCAIRE BÉNÉFICE
NET/FONDS PROPRES MOYEN**

(Return of equities, ROE)

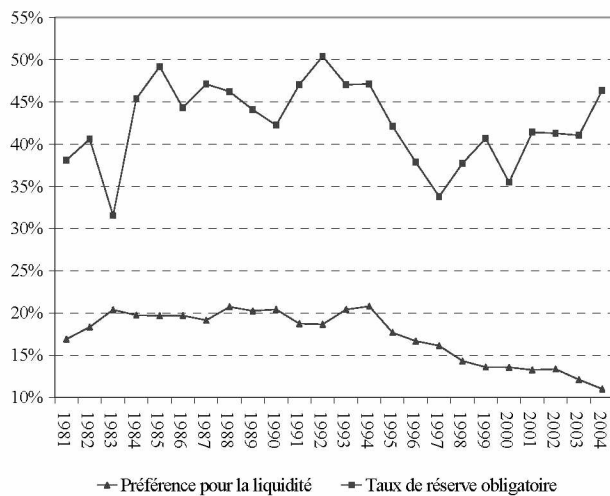


Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Pour sa part, la liquidité globale de l'économie (M3) s'est réduite de 11% en termes réels, tandis que M1 et M2 ont diminué de 8% et 7%, respectivement. Le taux de réserve effectif⁵ se situe autour de 46% (bien que le taux de réserve obligatoire se maintienne à 31%), alors que la préférence pour la liquidité est descendue à moins de 11% (voir le graphique 7).

Graphique 7

HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

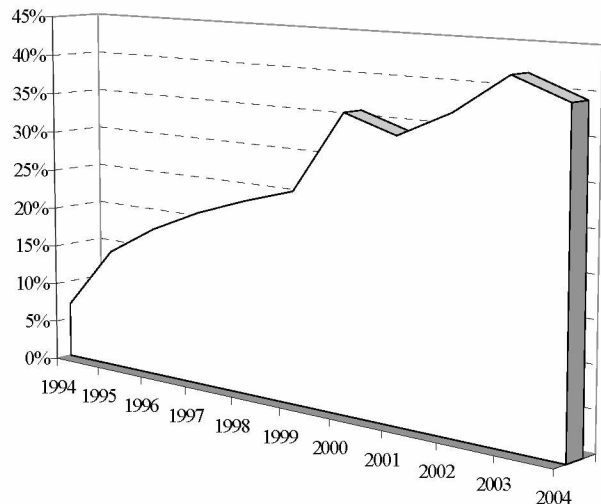
Cependant, pendant le présent exercice fiscal (2005) les autorités se sont montrées préoccupées par l'excessive liquidité du système bancaire, étant donné que les mesures d'encouragement pour provoquer la réactivation du crédit (taux d'intérêt des bons BRH) ne semblent pas avoir eu d'effet, et les autorités monétaires se trouvent devant l'alternative de neutraliser cet excédent de liquidité, ou bien de modifier leur politique monétaire actuelle.

Il est peu probable que la demande de crédit ait une influence notable sur la relance économique moyennant un rôle plus actif du secteur des affaires et financier privé, et à plus forte raison dans les circonstances d'instabilité sociopolitique qui prévalent encore. Il est probable qu'une fois de plus le secteur public doive «stimuler» le dynamisme de l'économie du côté de la demande au moyen de l'investissement et des rémunérations.

En ce qui concerne les taux sur les dépôts, malgré la politique entreprise il y a des années pour supprimer l'écart entre les taux appliqués aux dépôts en monnaie nationale et ceux en dollars, en réduisant les premiers, le problème de la dollarisation demeure étant donné que les dépôts en dollars représentaient 39% de la liquidité totale de l'économie (M3) (voir le graphique 8).

Graphique 8

HAÏTI: DÉPÔTS EN DOLLARS COMME % M3

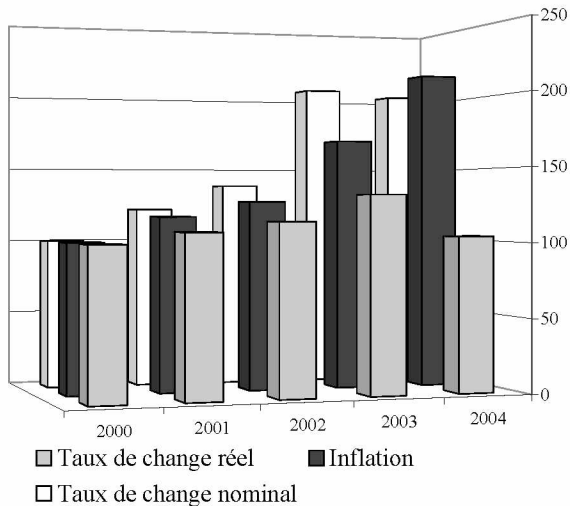


Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

c) La politique de change

L'exercice fiscal 2004 s'est terminé sur une disponibilité de devises relativement élevée, entre autres raisons vue la faible demande produite par les activités économiques (baisse des importations), et d'autre part grâce à une plus grande offre (abondance de transferts privés et une relative reprise de l'aide externe). Cette situation a provoqué une appréciation nominale du taux de change de la gourde par rapport au dollar de 12%, de septembre 2003 à septembre 2004 (voir les graphiques 9 et 10).

Graphique 9
HAÏTI: TAUX DE CHANGE ET INFLATION
(Indices 2000 = 100)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

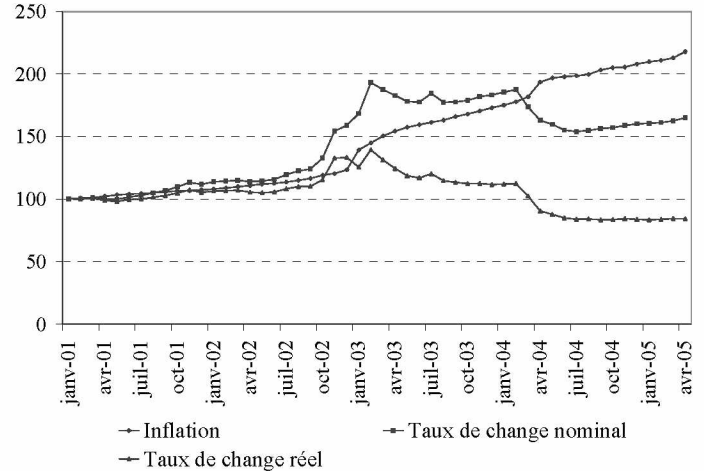
Le taux de change réel s'est apprécié de 21%. Les chiffres au mois d'avril 2005 ont révélé une augmentation encore plus marquée, de 14% additionnels pendant la présente année fiscale. Si l'on compare le premier semestre (octobre - mars) des deux années fiscales, la moyenne des transactions mensuelles d'achat et vente de dollars est passée de 75 à 94 millions de dollars. Il est important de souligner, en particulier, le record historique enregistré en décembre 2004, lorsque les transactions ont dépassé les 100 millions de dollars (voir le graphique 11).

Entre les mois d'avril et septembre 2004, la Banque Centrale a reconstitué ses réserves par le

biais d'opérations systématiques d'achats qui ont atteint près de 71 millions de dollars et ont pu ainsi garantir un niveau des réserves internationales nettes tel que programmé avec le FMI.

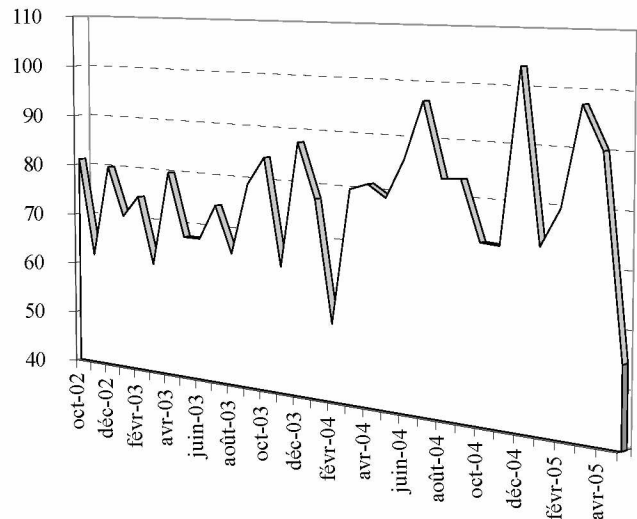
Graphique 10
HAÏTI: INFLATION, TAUX DE CHANGE NOMINAL ET TAUX DE CHANGE RÉEL

(Indices, janvier 2001 = 100)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Graphique 11
HAÏTI: TRANSACTIONS MENSUELLES MOYENNE ACHAT-VENTE DE DOLLARS
(Millions de dollars)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

4. La production, l'emploi et les prix

a) L'activité économique

Le PIB s'est contracté de 3,8% et, la cinquième année consécutive, on a observé une diminution du PIB par habitant (-5,5%). Bien que le flux plus important de transferts privés ait amorti la dégradation du pouvoir d'achat —le salaire minimum s'est réduit de 21% en termes réels—, son montant n'a pas été suffisant pour détenir une baisse (-2%) de la consommation, en particulier celle des ménages (-1,2%). Les dépenses d'investissement se sont sensiblement rétractées (-3,1%) en raison de la régression (-2,8%) du secteur de la construction, sa principale composante, et également du retard dans l'exécution de nouveaux travaux publics qui a provoqué une diminution de l'investissement public (-12,4%).

La valeur ajoutée du secteur agricole a diminué de 5,4%, tandis que dans les activités commerciales elle a décliné de 7,2%, secteurs qui représentent plus de 50% du PIB.

Quant au secteur énergétique, la production conjointe (thermique et hydroélectrique) a régressé de 1,1%, et ne s'est récupérée en partie que vers le dernier trimestre de l'année fiscale (juillet-septembre), en raison, en particulier, de dons s'élevant à 22 millions de dollars que l'*United States Agency for International Development* (USAID) a octroyés aux autorités pour l'achat de combustible, accord qui a été mis en oeuvre au mois de mai 2004 et a été en application jusqu'en février 2005. Les niveaux actuels de production électrique (498 millions de kWh) demeurent 22% inférieurs au maximum historique (1999) des deux dernières décades (voir le graphique 12).

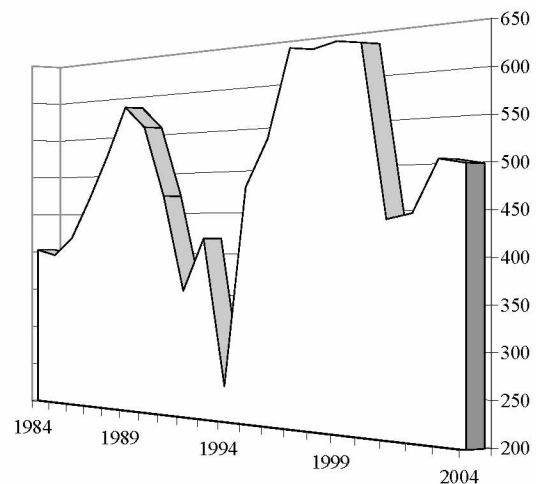
A l'exception de la branche textile —où prédominent les activités de sous-traitance, qui représentent un cinquième de la valeur ajoutée de la manufacture—, le restant de l'industrie manufacturière a affronté un retard considérable, qui a donné comme résultat la stagnation (-0,4%) de l'ensemble de l'activité.

b) Les prix, les rémunérations et l'emploi

Le contrôle relatif (27,1%) de l'impact de l'inflation due à la hausse des prix internationaux (19%) des dérivés du pétrole a été fortement lié à la stabilité du taux de change nominal. Cependant, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de façon significative (31,4%) à la

suite tant de la hausse des produits de base d'importation que de la relative pénurie provoquée par les circonstances adverses vécues dans le pays.

Graphique 12
HAÏTI: GÉNÉRATION ÉLECTRIQUE,
1984-2004
(Millions de kWh)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Au mois d'avril 2005 l'indice des prix à la consommation a montré une variation annuelle de 12,5%, par rapport à 25,4% enregistrée l'année précédente; c'est-à-dire, qu'elle a pu être réduite de moitié. Si l'on ajoute à cela la tendance à la baisse du taux d'inflation mensuel on pourrait espérer une certaine amélioration de la situation. Cependant, plus que son niveau absolu

—qui exigerait un processus de déflation continue dans les prochains mois pour atteindre l'objectif de 12% fixé pour septembre 2005—, la capacité réelle pour contrôler l'inflation demeure préoccupante, comme on a pu s'en rendre compte au mois d'avril avec la reprise de la variation mensuelle (2,4%) qui a triplé la moyenne des mois précédents, particulièrement en raison des prix internationaux des combustibles qui demeurent à la hausse. D'autre part, il faut s'interroger si les autorités pourront stabiliser —de façon explicite ou non— l'inflation au moyen du taux de change pendant le restant de l'année fiscale sans compromettre les objectifs de croissance qui ont été fixés.

Le salaire minimum n'a pas subi de changements depuis l'ajustement de 2003. Cependant, la moyenne des rémunérations des fonctionnaires (environ 46.000 au total) a été révisée à la hausse en deux occasions: au mois d'août

2004 (33%) et en février 2005 (15%); cette dernière par le biais d'un processus de reclassification des postes. Ces augmentations n'ont pas eu lieu dans le secteur privé.

En matière d'emploi, le contexte de récession dans la production a accru les conditions déjà critiques du chômage. Les quelques exceptions à ce phénomène ont été la création d'emplois de services et connexes liés à la présence dans le pays de nombreux contingents internationaux dans le cadre de la mission des Nations Unies et autres organismes internationaux et non gouvernementaux (ONG). A son tour, le schéma des programmes d'engagements temporaires à haute intensité de main-d'oeuvre —envisagé dans le CCI pour répondre à court terme aux défis dans ce domaine par la création de 44.000 emplois de ce type— n'a pas été entièrement suivi suite aux retards de décaissements et d'exécution de ce qui était stipulé.

5. Perspectives pour l'année 2005

L'année fiscale se termine en septembre 2005 et le contexte politique demeure indéniablement le facteur primordial en Haïti dans la détermination des scénarios économiques possibles. La réalisation des élections en octobre et novembre, l'instabilité sociale et politique qui subsiste —avec des actes de violence récurrents— sont, entre autres, les facteurs qui marquent les attentes de l'année en cours.

Le modeste objectif de relance du PIB en 2005 (2,5%), au moyen principalement des ressources externes du CCI et des programmes gouvernementaux de relance (Prorec), est, à la lumière des mois écoulés, assez compromis.

Les chiffres, accumulés au mois d'avril, de l'accroissement des flux commerciaux nominaux avec les États-Unis (principal partenaire d'Haïti dans ce domaine) —tant des exportations (23,1%) que des importations (19,4%)— augurent un pronostic favorable concernant l'amélioration du secteur externe.

Cependant, en termes réels, ces deux indicateurs seront affectés par le rapport défavorable des termes de l'échange (en particulier les prix du pétrole) et la surévaluation du taux de change réel qui pourrait quelque peu décourager les efforts d'exportation, malgré la hausse des prix du café (55%), du cacao (3%) et des manques (18%).

En ce qui concerne la consommation, tant les rentrées de transferts privés pendant l'année en cours que les efforts de relance du secteur public (nouveaux travaux et ajustements de salaires) permettent de s'attendre à un certain regain. De fait, au mois d'avril on a observé la remontée du volume des importations des denrées de base: riz (19,3%), blé (5,3%), produits avicoles (21,7%) et laitiers (47,5%). Le niveau absolu des transferts privés pourrait, pour la première fois, dépasser les 1.000 millions de dollars, dans le cas où les tendances des deux premiers trimestres de l'année fiscale (octobre 2004 à mars 2005) se maintiennent.

Bien que les efforts entrepris par les autorités du gouvernement de transition en matière d'investissement (travaux publics) soient notables, il est difficile de rattraper pendant cette année fiscale le retard existant. Les dépenses d'investissement à la charge du gouvernement

central révèlent qu'à ce jour les objectifs n'ont pas été atteints dans ce domaine.⁶ Le secteur de la construction —bien que revitalisé par les travaux publics en cours ou sur le point de se concrétiser grâce au financement externe— ne pourra pas être le détonateur de la phase actuelle de relance, étant donné le retard important de la composante du secteur privé.

Ces divers antécédents conduiraient à une croissance du PIB probablement inférieure à celle prévue à l'origine, avec des taux entre 1,5% et 2%. L'évolution dépendra dans une large mesure de l'augmentation tant de la consommation que de l'investissement.

Les prix (octobre - avril) des dérivés des hydrocarbures ont augmenté de 43% en moyenne par rapport à l'année fiscale 2004, ce qui a eu une forte répercussion sur le niveau de l'inflation domestique, et tout semble indiquer que l'objectif pour le mois de septembre (12%) établi dans les programmes signés avec le FMI sera sensiblement dépassé (15%).

La plus grande disponibilité de dollars dans l'économie garantira peut-être une certaine stabilité du taux de change. En effet, la deuxième étape de l'EPCA —avec des ressources fraîches d'environ à nouveau 15,6 millions de dollars—, les autres décaissements d'exécution immédiate inscrits dans le CCI, ainsi que les transferts privés, devraient consolider l'appréciation de la gourde.

En termes de politique économique, les engagements et conditions déjà fixés avec le FMI ne devraient pas varier pendant le restant de l'année, en particulier en raison de l'élaboration

d'un *Poverty Reduction Strategy Paper* (PRSP, pour son sigle en anglais) qui devra être soumis aux nouvelles autorités élues au mois de février 2006. Le plus grand sujet d'inquiétude dans ce domaine demeure la politique monétaire, qui n'a pas réussi à relancer le crédit ni le contrôle de la liquidité (les excédents du système bancaire). Ce sont probablement les dépenses publiques qui permettront à l'activité économique de retrouver un dynamisme modéré, avec l'appui de la coopération externe qui devra financer dans sa totalité le déficit fiscal prévu (6% du PIB).

Dans le domaine énergétique on constate que depuis le mois de février la contribution spéciale de l'USAID en apport de combustible (un total de 22 millions de dollars au cours de neuf mois) a pris fin, et l'on s'attend de nouveau à une pénurie pour les mois de l'année restants.

Depuis la baisse enregistrée en 2004, le secteur de la construction semblerait montrer en 2005 une légère reprise, que reflète l'emploi calculé sur le nombre de salariés enregistrés au bureau de la sécurité sociale (Office d'Assurance Accident du Travail, Maladie et Maternité, OFATMA). Les programmes à «haute intensité de main-d'oeuvre» et une certaine réactivation des travaux publics ont été en grande partie les raisons de ces signes positifs. Il faut rappeler que dans le cadre du Prorec les trois lignes d'action envisagées comportent toutes une orientation directement en rapport à la création d'emplois, et l'on estime qu'environ 44.000 emplois temporaires seraient créés, ainsi que 10.000 à 30.000 autres emplois directs et indirects.

NOTES

¹ Répartis par année fiscale dans les proportions suivantes: 2004 (221 millions), 2005 (452 millions) et 2006 (398 millions de dollars).

² *Cependant, jusqu'à présent, à un an de la fin du mandat du Gouvernement de transition, les décaissements effectifs se font encore largement attendre, même si les résultats enregistrés à Cayenne suscitent beaucoup d'espoirs* (Programme de Relance Economique, Prorec).

³ Ce programme a été approuvé au mois de janvier 2005.

⁴ Voir Le cyclone Jeanne en Haïti: dégâts et effets sur les Départements du nord-ouest et de l'Artibonite: Approfondissement de la vulnérabilité (LC/MEX/L648/Rev.1; LC/CAR/L.27), 17 mars 2005.

⁵ Calculé comme l'émission primaire moins la monnaie en circulation, sur le total des dépôts tant en monnaie nationale qu'en dollars.

⁶ Selon les données des Tableau des Opérations Financières (TOF) du gouvernement central au mois d'avril.

Annexe statistique

Tableau 1

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES a/

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 b/ | 2004 b/ |
|---|-----------------------|---------|---------|---------|----------|
| | Taux de variation | | | | |
| Croissance et investissement | | | | | |
| Produit intérieur brut | 0.9 | -1.0 | -0.5 | 0.5 | -3.8 |
| Produit intérieur brut par habitant | -1.0 | -2.8 | -2.3 | -1.3 | -5.5 |
| Produit intérieur brut (millions de gourdes) | 77,580 | 85,700 | 93,840 | 119,616 | 139,994 |
| Déflacteur du PIB (1987 = 100) | 590.5 | 659.2 | 725.8 | 920.7 | 1,119.8 |
| Revenu national brut à prix de marché c/ | 8.7 | -1.7 | 0.3 | 1.8 | -2.7 |
| Produit intérieur brut sectoriel | | | | | |
| Biens | -1.2 | 0.7 | -2.0 | 0.6 | -4.0 |
| Services de base | 9.9 | -0.7 | -0.1 | 1.7 | 0.9 |
| Autres services | 3.1 | -0.6 | 0.8 | 0.3 | -4.8 |
| | Points de pourcentage | | | | |
| Décomposition du taux de variation du PIB | 0.9 | -1.0 | -0.5 | 0.5 | -3.8 |
| Consommation | 20.9 | -2.6 | -3.7 | 1.4 | -3.1 |
| Publique | 0.2 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | -1.4 |
| Privée | 20.7 | -2.7 | -3.9 | 1.1 | -1.7 |
| Investissement | 5.2 | -0.4 | 0.6 | 1.3 | -1.1 |
| Exportations | 1.3 | -0.5 | -0.5 | 1.6 | 0.7 |
| Importations (-) | 26.5 | -2.4 | -3.0 | 3.8 | 0.2 |
| | Pourcentage du PIB c/ | | | | |
| Investissement brut interne | 37.8 | 37.6 | 38.4 | 39.6 | 41.3 |
| Épargne nationale | 33.7 | 32.5 | 34.9 | 38.0 | 40.3 |
| Épargne externe | 4.2 | 5.1 | 3.5 | 1.6 | 1.0 |
| Emploi et salaires | | | | | |
| Salaire minimum réel (indices 1996 = 100) | 63.4 | 54.3 | 49.9 | 73.2 | 57.6 |
| | Taux de variation | | | | |
| Prix (septembre-septembre) | | | | | |
| Indice général des prix à la consommation | 15.3 | 12.3 | 10.1 | 42.5 | 22.5 |
| Secteur externe | | | | | |
| Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 1995 = 100) | 88.1 | 89.1 | 88.3 | 83.6 | 78.0 |
| Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar) | 19.6 | 23.8 | 27.1 | 40.5 | 39.7 |
| Indice du taux de change ajusté (1996 = 100) | 80.8 | 86.7 | 92.0 | 106.2 | 83.8 |
| | Millions de dollars | | | | |
| Balance des paiements d/ | | | | | |
| Compte courant | -111.1 | -133.9 | -89.0 | -44.9 | -30.2 |
| Solde commercial | -862.7 | -874.0 | -828.9 | -948.6 | -1,011.6 |
| Exportations des biens et services e/ | 504.2 | 444.9 | 421.1 | 468.4 | 510.2 |
| Importations des biens et services e/ | 1,366.8 | 1,318.9 | 1,250.0 | 1,417.0 | 1,521.8 |
| Compte d'opérations financières | -2.9 | 85.4 | -4.1 | -48.5 | 13.7 |
| Variation des réserves internationales | 47.1 | 2.4 | 80.5 | 8.2 | -35.4 |
| Compte courant (% PIB) | -2.8 | -3.7 | -2.6 | -1.5 | -0.9 |
| Compte courant sans dons (% PIB) | -7.7 | -7.8 | -5.5 | -6.2 | -3.7 |

/A suivre

Tableau 1 (Conclusion)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 b/ | 2004 b/ |
|--|--------------------|-------|------|---------|---------|
| | Pourcentages | | | | |
| Dette externe | | | | | |
| Encours de la dette externe (% du PIB) f/ | 29.6 | 33.1 | 35.0 | 43.6 | 37.3 |
| Intérêts nets (% des exportations des biens et services) | 1.8 | 2.1 | 3.2 | 3.0 | 2.3 |
| | Pourcentage du PIB | | | | |
| Gouvernement central g/ | | | | | |
| Recettes courantes | 7.9 | 7.4 | 8.2 | 8.9 | 8.9 |
| Dépenses courantes | 8.1 | 8.2 | 9.0 | 9.2 | 9.6 |
| Épargne ou déficit courant (-) | -0.2 | -0.8 | -0.8 | -0.4 | -0.7 |
| Dépenses de capital | 2.4 | 1.8 | 2.0 | 2.7 | 2.6 |
| Déficit fiscal | -2.5 | -2.6 | -2.8 | -3.1 | -3.4 |
| Financement interne | 2.8 | 2.6 | 3.0 | 3.5 | 4.0 |
| Financement externe | -0.2 | 0.1 | -0.2 | -0.4 | -0.7 |
| | Taux de variation | | | | |
| Monnaie et crédit | | | | | |
| Solde monétaire du système bancaire | 36.9 | 5.2 | 17.2 | 39.8 | 9.1 |
| Réserves nettes de change | 75.3 | -13.3 | 0.8 | 60.0 | -5.9 |
| Crédit intérieur net | 24.2 | 13.8 | 23.1 | 33.8 | 14.3 |
| Au secteur public | 25.7 | 30.2 | 25.2 | 21.8 | -31.1 |
| Au secteur privé | 37.2 | -7.6 | 14.8 | 33.3 | 9.0 |
| Monnaie (M1) | 19.7 | 7.8 | 20.8 | 26.0 | 12.3 |
| Épargne et dépôts à terme (monnaie nationale) | 17.5 | 9.2 | 4.3 | 32.4 | 14.9 |
| M2 | 18.5 | 8.6 | 11.6 | 29.3 | 13.7 |
| Dépôts en monnaie étrangère (dollars) | 89.9 | -0.9 | 28.4 | 57.5 | 2.6 |
| Liquidité étendue (M3) | 36.9 | 5.2 | 17.2 | 39.8 | 9.1 |
| | Taux annuels | | | | |
| Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales) | | | | | |
| Taux sur les dépôts | -1.0 | -2.2 | 0.4 | -15.3 | -19.0 |
| Taux sur les prêts | 11.1 | 9.8 | 16.3 | -2.7 | 5.3 |
| Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère h/ | -6.0 | -6.0 | -3.9 | -24.9 | 5.1 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre)

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1995.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du V Manuel de la Balance des Paiements du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS a/

| | 2003 b/ | | | | 2004 b/ | | | | 2005 b/ | | | |
|---|---------|-------|-------|-------|---------|------|------|-------|---------|-------|-----|-----|
| | I | II | III | IV | I | II | III | IV | I | II | III | IV |
| Produit intérieur brut | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois) | 13.2 | 33.1 | 40.5 | 42.1 | 41.0 | 23.0 | 24.8 | 22.6 | 20.9 | 18.5 | ... | ... |
| Taux de change réel (indices 1996 = 100) | 115.6 | 120.0 | 109.2 | 105.3 | 101.8 | 98.8 | 80.3 | 76.1 | 76.1 | 76.1 | ... | ... |
| Taux d'intérêt réel | | | | | | | | | | | | |
| Sur les dépôts c/ | -4.6 | -15.7 | -18.6 | -19.4 | -18.5 | -6.3 | -9.5 | -10.9 | -12.4 | -13.1 | ... | ... |
| Sur les prêts d/ | 10.5 | -4.5 | -7.0 | -6.4 | -6.2 | 8.1 | 9.3 | 9.1 | 10.0 | 11.2 | ... | ... |
| Monnaie (M1) (variation trimestrielle) | 16.3 | 3.8 | 3.9 | 0.5 | 12.7 | 1.2 | -7.0 | 6.0 | 9.1 | 2.2 | ... | ... |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (Octobre-Septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Dépôts en gourdes, à termes de 6 mois.

d/ Prêts en gourdes.

Tableau 3

HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

| | Millions de gourdes de 1987 | | | | | Composition (pourcentage) | | | Taux de croissance | | | |
|---|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------------------------|---------|---------|--------------------|---------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ | 1997 | 2003 a/ | 2004 a/ | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ |
| Offre totale | 28,387 | 27,932 | 27,474 | 28,024 | 27,565 | 172.7 | 215.7 | 220.5 | -1.6 | -1.6 | 2.0 | -1.6 |
| Produit intérieur brut aux prix du marché | 13,138 | 13,001 | 12,930 | 12,992 | 12,502 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | -1.0 | -0.5 | 0.5 | -3.8 |
| Importations de biens et services | 15,249 | 14,932 | 14,544 | 15,032 | 15,063 | 72.7 | 115.7 | 120.5 | -2.1 | -2.6 | 3.4 | 0.2 |
| Demande totale | 28,387 | 27,932 | 27,474 | 28,024 | 27,565 | 172.7 | 215.7 | 220.5 | -1.6 | -1.6 | 2.0 | -1.6 |
| Demande intérieure | 25,442 | 25,052 | 24,653 | 25,001 | 24,457 | 157.1 | 192.4 | 195.6 | -1.5 | -1.6 | 1.4 | -2.2 |
| Formation brute de capital fixe | 4,335 | 4,281 | 4,360 | 4,523 | 4,381 | 24.6 | 34.8 | 35.0 | -1.2 | 1.9 | 3.7 | -3.1 |
| Consommation totale | 21,107 | 20,771 | 20,293 | 20,478 | 20,076 | 132.5 | 157.6 | 160.6 | -1.6 | -2.3 | 0.9 | -2.0 |
| Publique | 1,901 | 1,915 | 1,948 | 1,987 | 1,804 | 14.9 | 15.3 | 14.4 | 0.8 | 1.7 | 2.0 | -9.2 |
| Privée | 19,206 | 18,855 | 18,345 | 18,491 | 18,272 | 117.6 | 142.3 | 146.1 | -1.8 | -2.7 | 0.8 | -1.2 |
| Exportations de biens et services | 2,945 | 2,881 | 2,821 | 3,023 | 3,108 | 15.5 | 23.3 | 24.9 | -2.2 | -2.1 | 7.2 | 2.8 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4

HAÏTI: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHÉ

| | Millions de gourdes de 1987 | | | | | Composition (pourcentage) | | | Taux de croissance | | | |
|---|-----------------------------|----------|----------|----------|----------|---------------------------|---------|---------|--------------------|---------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ | 1999 | 2003 a/ | 2004 a/ | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ |
| Produit intérieur brut | 13,138.1 | 13,000.9 | 12,930.2 | 12,991.4 | 12,501.5 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | -1.0 | -0.5 | 0.5 | -3.8 |
| Total partiel biens: | 5,361.3 | 5,400.3 | 5,294.5 | 5,323.8 | 5,112.7 | 41.6 | 41.0 | 40.9 | 0.7 | -2.0 | 0.6 | -4.0 |
| Agriculture b/ | 3,423.8 | 3,455.4 | 3,326.3 | 3,336.8 | 3,157.7 | 27.3 | 25.7 | 25.3 | 0.9 | -3.7 | 0.3 | -5.4 |
| Industrie d'extraction | 13.6 | 13.7 | 13.9 | 14.1 | 13.4 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.3 | 1.7 | 1.4 | -5.0 |
| Industrie manufacturière | 982.2 | 983.3 | 998.8 | 1,003.5 | 999.8 | 7.6 | 7.7 | 8.0 | 0.1 | 1.6 | 0.5 | -0.4 |
| Construction | 941.7 | 947.9 | 955.5 | 969.4 | 941.8 | 6.7 | 7.5 | 7.5 | 0.6 | 0.8 | 1.5 | -2.8 |
| Total partiel services de base | 830.3 | 824.4 | 823.6 | 837.7 | 845.6 | 5.8 | 6.4 | 6.8 | -0.7 | -0.1 | 1.7 | 0.9 |
| Electricité, gaz et eau | 82.0 | 59.8 | 61.0 | 63.0 | 64.2 | 0.7 | 0.5 | 0.5 | -27.1 | 2.0 | 3.3 | 1.9 |
| Transport, stockage et communication: | 748.3 | 764.6 | 762.6 | 774.7 | 781.4 | 5.1 | 6.0 | 6.3 | 2.2 | -0.3 | 1.6 | 0.9 |
| Total partiel services divers: | 6,386.1 | 6,350.9 | 6,404.2 | 6,424.4 | 6,115.8 | 47.6 | 49.5 | 48.9 | -0.6 | 0.8 | 0.3 | -4.8 |
| Commerce | 3,397.9 | 3,409.8 | 3,472.0 | 3,509.0 | 3,258.0 | 25.0 | 27.0 | 26.1 | 0.3 | 1.8 | 1.1 | -7.2 |
| Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/ | 1,566.4 | 1,555.7 | 1,532.0 | 1,535.0 | 1,522.0 | 11.5 | 11.8 | 12.2 | -0.7 | -1.5 | 0.2 | -0.8 |
| Propriété immobilière | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Services communaux sociaux et personnels: | 1,421.7 | 1,385.4 | 1,400.2 | 1,380.4 | 1,335.8 | 11.1 | 10.6 | 10.7 | -2.6 | 1.1 | -1.4 | -3.2 |
| Gouvernement d/ | 1,421.7 | 1,385.4 | 1,400.2 | 1,380.4 | 1,335.8 | 11.1 | 10.6 | 10.7 | -2.6 | 1.1 | -1.4 | -3.2 |
| Ajustement e/ | 560.4 | 425.3 | 407.9 | 405.5 | 427.4 | 5.0 | 3.1 | 3.4 | -24.1 | -4.1 | -0.6 | 5.4 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands".

d/ Correspond aux "services non marchands".

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ÉLEVAGE a/

| | Milliers de tonnes | | | | | Taux de croissance | | | |
|--------------------------|--------------------|---------|---------|---------|---------|--------------------|---------|---------|---------|
| | 2000 b/ | 2001 b/ | 2002 b/ | 2003 b/ | 2004 b/ | 2001 b/ | 2002 b/ | 2003 b/ | 2004 b/ |
| Principales cultures | | | | | | | | | |
| D'exportation | | | | | | | | | |
| Café | 30.0 | 28.0 | 28.5 | 29.0 | 29.0 | -6.7 | 1.8 | 1.8 | 0.0 |
| Cacao | 4.5 | 4.3 | 4.4 | 4.8 | 4.8 | -4.4 | 2.3 | 9.1 | 0.0 |
| Mangues | 250.0 | 250.0 | 260.0 | 261.0 | 261.0 | 0.0 | 4.0 | 0.4 | 0.0 |
| De consommation interne | | | | | | | | | |
| Riz | 130.0 | 103.0 | 104.0 | 105.0 | 105.0 | -20.8 | 1.0 | 1.0 | 0.0 |
| Maïs | 202.5 | 180.0 | 185.0 | 198.0 | 198.0 | -11.1 | 2.8 | 7.0 | 0.0 |
| Millet | 98.0 | 80.0 | 85.0 | 95.0 | 95.0 | -18.4 | 6.3 | 11.8 | 0.0 |
| Haricots | 33.2 | 32.9 | 33.0 | 34.0 | 34.0 | -0.8 | 0.3 | 3.0 | 0.0 |
| Bananes | 322.5 | 290.0 | 295.0 | 300.0 | 300.0 | -10.1 | 1.7 | 1.7 | 0.0 |
| Canne à sucre | 800.0 | 1,008.1 | 1,010.0 | 1,050.0 | 1,050.0 | 26.0 | 0.2 | 4.0 | 0.0 |
| Indicateurs de l'élevage | | | | | | | | | |
| Viande (total) | 92.3 | 96.4 | 96.1 | 97.3 | 95.3 | 4.4 | -0.2 | 1.2 | -2.1 |
| Oeufs | 4.1 | 4.1 | 4.8 | 5.0 | 5.0 | 0.0 | 17.0 | 3.6 | 0.0 |

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la FAO (FAOSTAT).

a/ Vu le manque de données officielles, nous ne présentons que les estimations réalisées par la FAO.

b/ Estimations.

Tableau 6

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

| | Indices 1996 = 100 a/ | | | | | Taux de croissance | | | |
|--|-----------------------|-------|-------|---------|---------|--------------------|---------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | a/ 2003 | a/ 2004 | a/ 2001 | a/ 2002 | a/ 2003 | a/ 2004 |
| Industries manufacturières | 97.0 | 97.1 | 98.7 | 99.1 | 98.8 | 0.1 | 1.6 | 0.5 | -0.4 |
| Aliments et boissons | 97.9 | 98.5 | 102.2 | 101.8 | ... | 0.6 | 3.7 | -0.4 | ... |
| Tabac | 99.0 | 100.4 | 101.6 | 102.3 | ... | 1.4 | 1.2 | 0.7 | ... |
| Industrie textile | 95.9 | 94.3 | 91.6 | 94.2 | ... | -1.7 | -2.8 | 2.8 | ... |
| Ouvrages en bois et similaires (sauf meubles) | 84.5 | 85.2 | 86.5 | 86.9 | ... | 0.9 | 1.6 | 0.4 | ... |
| Papier et similaires | 100.1 | 100.6 | 102.7 | 103.8 | ... | 0.4 | 2.1 | 1.1 | ... |
| Produits chimiques | 79.3 | 80.2 | 81.5 | 81.4 | ... | 1.2 | 1.6 | -0.1 | ... |
| Minéraux non-métalliques | 130.4 | 130.6 | 132.9 | 134.5 | ... | 0.2 | 1.8 | 1.2 | ... |
| Produits métallurgiques de base | 102.4 | 102.6 | 102.7 | 100.4 | ... | 0.2 | 0.1 | -2.2 | ... |
| Ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) | 143.0 | 142.1 | 138.2 | 137.6 | ... | -0.7 | -2.7 | -0.4 | ... |
| Meubles | 110.0 | 110.0 | 111.6 | 112.3 | ... | 0.0 | 1.4 | 0.6 | ... |
| Consommation commerciale et industrielle d'électricité | 135.8 | 100.8 | 114.4 | 93.8 | 92.6 | -25.8 | 13.5 | -18.0 | -1.3 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Sur la base de chiffres de la valeur ajoutée par secteur d'activité en gourdes constants de 1986-1987.

Tableau 7

HAÏTI: ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

| | Millions de kWh | | | | | Taux de croissance | | | |
|--|-----------------|-------|---------|---------|---------|--------------------|---------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ | 2001 | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ |
| Production | 635.1 | 440.6 | 446.7 | 503.9 | 498.4 | -30.6 | 1.4 | 12.8 | -1.1 |
| Consommation b/ | 306.1 | 238.1 | 255.9 | 229.2 | 242.4 | -22.2 | 7.5 | -10.4 | 5.8 |
| Commerciale et industrielle | 135.8 | 100.8 | 114.4 | 93.8 | 92.6 | -25.8 | 13.5 | -18.0 | -1.3 |
| Résidentielle | 123.3 | 90.1 | 92.7 | 90.0 | 99.3 | -26.9 | 2.8 | -2.9 | 10.3 |
| Autres | 47.0 | 47.2 | 48.8 | 45.4 | 50.5 | 0.5 | 3.4 | -7.0 | 11.2 |
| Éclairage public | 12.5 | 13.9 | 13.9 | 11.7 | 14.2 | 10.8 | 0.0 | -15.2 | 20.8 |
| Services publics et communaux | 34.5 | 33.4 | 35.0 | 33.7 | 36.3 | -3.2 | 4.8 | -3.7 | 7.9 |
| Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/ | 51.8 | 46.0 | 42.7 | 54.5 | 51.4 | -11.3 | -7.0 | 27.6 | -5.8 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistré

c/ Pourcentages de la production totale

Tableau 8

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|---------|---------|
| Taux de croissance | | | | | | | | | | |
| Exportations (fob) b/ | | | | | | | | | | |
| Valeur | 31.2 | 11.2 | 22.8 | 44.6 | 13.0 | -2.7 | -8.0 | -10.1 | 21.4 | 13.4 |
| Quantum | 19.3 | 15.3 | 21.1 | 35.6 | 19.1 | -0.7 | -6.5 | -10.1 | 18.8 | 7.4 |
| Valeur unitaire | 10.0 | -3.6 | 1.4 | 6.7 | -5.1 | -2.0 | -1.6 | 0.0 | 2.2 | 5.5 |
| Importations (fob) b/ | | | | | | | | | | |
| Valeur | 178.3 | -1.7 | 9.9 | 20.9 | 19.6 | 6.8 | -2.9 | -7.1 | 13.8 | 6.2 |
| Quantum | 161.3 | -7.6 | 15.1 | 10.9 | 27.6 | 0.8 | -0.1 | -8.0 | 5.5 | -6.1 |
| Valeur unitaire | 6.5 | 6.4 | -4.5 | 9.1 | -6.2 | 6.0 | -2.7 | 1.0 | 7.9 | 13.1 |
| Termes de l'échange (fob/fob) | 3.3 | -9.4 | 6.2 | -2.2 | 1.2 | -7.5 | 1.2 | -1.0 | -5.3 | -6.7 |
| Indices (1995 = 100) | | | | | | | | | | |
| Pouvoir d'achat des exportations | 100.0 | 104.5 | 134.4 | 178.3 | 214.8 | 197.2 | 186.5 | 166.1 | 186.9 | 187.2 |
| Quantum des exportations | 100.0 | 115.3 | 139.6 | 189.3 | 225.4 | 223.8 | 209.3 | 188.1 | 223.5 | 240.1 |
| Quantum des importations | 100.0 | 92.4 | 106.3 | 117.9 | 150.4 | 151.6 | 151.4 | 139.2 | 146.9 | 138.0 |
| Termes de l'échange (fob/fob) | 100.0 | 90.7 | 96.3 | 94.2 | 95.3 | 88.1 | 89.1 | 88.3 | 83.6 | 78.0 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires

b/ Y compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB

| | Millions de dollars | | | | | Composition (pourcentage) | | | Taux de croissance | | | |
|--|---------------------|-------|-------|---------|---------|------------------------------|---------|---------|--------------------|-------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 a/ | 2004 a/ | 1990 | 2003 a/ | 2004 a/ | 2001 | 2002 | 2003 a/ | 2004 a/ |
| Exportations brutes (fob) | 331.7 | 305.2 | 274.4 | 333.2 | 377.7 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | -8.0 | -10.1 | 21.4 | 13.4 |
| Exportations nettes (fob) b/ | 174.5 | 151.9 | 139.7 | 163.5 | 182.4 | ... | 49.1 | 48.3 | -12.9 | -8.0 | 17.0 | 11.6 |
| Produits agricoles | 36.6 | 25.1 | 29.5 | 30.0 | 29.2 | 37.8 | 9.0 | 7.7 | -31.3 | 17.4 | 1.8 | -2.8 |
| Café | 7.1 | 4.8 | 2.9 | 3.6 | 4.3 | 23.0 | 1.1 | 1.1 | -32.7 | -39.9 | 23.3 | 20.6 |
| Cacao | 2.2 | 1.8 | 5.5 | 6.1 | 6.5 | 1.3 | 1.8 | 1.7 | -19.0 | 209.5 | 9.2 | 7.6 |
| Sucre | - | - | - | - | 0.0 | 1.9 | ... | 0.0 | ... | ... | ... | ... |
| Sisal | 2.0 | 0.5 | 1.2 | 1.6 | 1.0 | 4.7 | 0.5 | 0.3 | -73.9 | 130.2 | 29.5 | -39.9 |
| Huiles essentielles | 4.7 | 3.4 | 4.8 | 5.1 | 5.9 | 0.4 | 1.5 | 1.6 | -27.5 | 42.7 | 5.6 | 15.4 |
| Mangues | 8.0 | 4.2 | 5.5 | 4.7 | 6.6 | 0.0 | 1.4 | 1.8 | -47.9 | 31.3 | -14.7 | 42.3 |
| Autres produits agricoles | 12.6 | 10.5 | 9.6 | 9.1 | 4.9 | 6.5 | 2.7 | 1.3 | -16.6 | -8.5 | -5.0 | -45.7 |
| Articles manufacturés c/ | 100.5 | 97.9 | 86.1 | 108.4 | 124.8 | 48.7 | 32.5 | 33.1 | -2.5 | -12.1 | 25.9 | 15.2 |
| Manufactures artisanales et autres produits industriels | 20.7 | 16.9 | 13.1 | 12.4 | 11.1 | 17.5 | 3.7 | 2.9 | -18.1 | -22.4 | -5.6 | -10.6 |
| Ajustement pour évaluation | 14.0 | 12.0 | 11.0 | 12.7 | 13.9 | -4.0 | 3.8 | 3.7 | -14.2 | -8.0 | 15.1 | 9.7 |
| Ajustement pour classification | 157.2 | 153.3 | 134.7 | 169.6 | 195.3 | ... | 50.9 | 51.7 | -2.5 | -12.1 | 25.9 | 15.1 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance seule la valeur ajoutée est considérée.

c/ Correspond à la valeur ajoutée des entreprises de sous-traitance.

Tableau 10

HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF

| | Millions de dollars | | | | | Composition (pourcentage) | | | Taux de croissance | | | |
|---|---------------------|---------|---------|---------|---------|------------------------------|----------------|-------|--------------------|-------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 a/ | 2004 a/ | 1990 | 2003 a/2004 a/ | | 2001 | 2002 | 2003 a/ | 2004 a/ |
| Importations totales (cif) | 1,168.5 | 1,134.9 | 1,054.2 | 1,200.0 | 1,271.8 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | -2.9 | -7.1 | 13.8 | 6.0 |
| Produits alimentaires, boissons et tabac | 290.9 | 307.1 | 267.3 | 290.9 | 343.0 | 19.9 | 24.2 | 27.0 | 5.5 | -12.9 | 8.8 | 17.9 |
| Combustibles minéraux | 186.5 | 163.8 | 157.3 | 196.5 | 218.0 | 21.3 | 16.4 | 17.1 | -12.2 | -4.0 | 24.9 | 10.9 |
| Hydrocarbures | 158.5 | 139.3 | 134.8 | 166.7 | 185.3 | 20.5 | 13.9 | 14.6 | -12.1 | -3.2 | 23.6 | 11.2 |
| Huiles et graisses | 43.1 | 35.3 | 23.4 | 19.2 | 22.5 | 9.4 | 1.6 | 1.8 | -18.2 | -33.9 | -18.0 | 17.4 |
| Produits chimiques | 50.7 | 50.8 | 46.8 | 52.6 | 49.8 | 11.2 | 4.4 | 3.9 | 0.3 | -8.0 | 12.4 | -5.4 |
| Articles manufacturés b/ | 255.4 | 226.9 | 209.5 | 250.0 | 256.4 | 15.4 | 20.8 | 20.2 | -11.2 | -7.7 | 19.3 | 2.6 |
| Machines et matériel de transport | 171.5 | 175.2 | 159.8 | 165.3 | 173.2 | 14.6 | 13.8 | 13.6 | 2.1 | -8.8 | 3.5 | 4.8 |
| Articles manufacturés divers c/ | 69.4 | 86.7 | 84.4 | 96.9 | 87.8 | 4.6 | 8.1 | 6.9 | 24.9 | -2.7 | 14.9 | -9.3 |
| Autres d/ | 100.9 | 89.0 | 105.9 | 128.7 | 121.2 | 3.6 | 10.7 | 9.5 | -11.8 | 18.9 | 21.6 | -5.8 |
| Importations totales brutes (fob) e/ | 1,086.7 | 1,055.4 | 980.4 | 1,116.0 | 1,182.8 | ... | ... | ... | -2.9 | -7.1 | 13.8 | 6.0 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total CIF moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

Tableau 11

HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRÉSENTATION ANALYTIQUE)

(Millions de dollars)

| | 2000 | 2001 | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ |
|---|----------|----------|---------|----------|----------|
| I. Compte des transactions courantes | -111.1 | -133.9 | -89.0 | -44.9 | -30.2 |
| Exportations de biens I.a.b | 331.7 | 305.2 | 274.4 | 333.2 | 377.7 |
| Importations de biens I.a.b | -1,086.7 | -1,055.4 | -980.4 | -1,116.0 | -1,185.8 |
| Solde au titre des biens | -755.0 | -750.2 | -706.0 | -782.9 | -808.1 |
| Services (crédit) | 172.5 | 139.7 | 146.7 | 135.2 | 132.6 |
| Transports | ... | ... | ... | ... | ... |
| Voyages | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autres services | ... | ... | ... | ... | ... |
| Services (débit) | -280.1 | -263.4 | -269.6 | -301.0 | -336.0 |
| Transports | ... | ... | ... | ... | ... |
| Voyages | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autres services | ... | ... | ... | ... | ... |
| Solde au titre des biens et services | -862.7 | -874.0 | -828.9 | -948.6 | -1,011.6 |
| Revenus (crédit) | ... | ... | ... | ... | ... |
| Rémunération des salariés | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des investissements | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des investissements directs | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des investissements de portefeuille | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des autres investissements | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenus (débit) | -9.2 | -9.5 | -13.7 | -14.3 | -11.9 |
| Rémunération des salariés | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des investissements | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des investissements directs | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des investissements de portefeuille | ... | ... | ... | ... | ... |
| Revenu des autres investissements | -9.2 | -9.5 | -13.7 | -14.3 | -11.9 |
| Solde au titre des revenus | -9.2 | -9.5 | -13.7 | -14.3 | -11.9 |
| Transferts courants (crédit) b/ | 771.7 | 768.6 | 775.7 | 948.0 | 1,032.2 |
| Transferts courants (débit) | -11.0 | -19.0 | -22.0 | -30.0 | -39.0 |
| Solde au titre des transferts courants | 760.7 | 749.6 | 753.7 | 918.0 | 993.2 |
| II. Compte de capital c/ | ... | ... | ... | ... | ... |
| III. Compte d'opérations financières c/ | -2.9 | 85.4 | -4.1 | -48.5 | 13.7 |
| Investissements directs de l'économie à l'étranger | ... | ... | ... | ... | ... |
| Investissements directs de l'étranger dans l'économie | 13.3 | 4.4 | 5.7 | 13.8 | 5.9 |
| Avoirs des investissements de portefeuille | ... | ... | ... | ... | ... |
| Titres de participation | ... | ... | ... | ... | ... |
| Titres de créance | ... | ... | ... | ... | ... |
| Engagements des investissements de portefeuille | ... | ... | ... | ... | ... |
| Titres de participation | ... | ... | ... | ... | ... |
| Titres de créance | ... | ... | ... | ... | ... |
| Avoirs des autres investissements d/ | -16.2 | 81.0 | -9.8 | -62.3 | 7.8 |
| Autorités monétaires d/ | ... | ... | ... | ... | ... |
| Administrations publiques d/ | 26.3 | 3.9 | -25.8 | 22.1 | -14.2 |
| Banques d/ | -55.1 | 14.9 | 3.4 | -48.8 | 23.1 |
| Autres secteurs d/ | 12.6 | 62.3 | 12.6 | -35.6 | -1.0 |
| Engagements des autres investissements | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autorités monétaires | ... | ... | ... | ... | ... |
| Administrations publiques | ... | ... | ... | ... | ... |
| Banques | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autres secteurs | ... | ... | ... | ... | ... |
| IV. Erreurs et omissions nettes | 67.0 | 46.1 | 12.5 | 85.2 | 52.2 |
| V. Solde global | -47.1 | -2.4 | -80.6 | -8.2 | 35.6 |
| VI. Réserves et postes apparentés | 47.1 | 2.4 | 80.5 | 8.2 | -35.4 |
| Avoirs de réserve | 57.1 | -5.0 | 49.0 | 25.2 | -50.0 |
| Utilisation des crédits et prêts du FMI | -15.5 | -4.2 | 3.3 | -14.9 | -6.7 |
| Financements exceptionnels e/ | 5.5 | 11.6 | 28.3 | -2.1 | 21.3 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et du Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dons officiels.

c/ Non compris les composantes qui font partie des catégories du Groupe VI.

d/ Valeurs nettes.

e/ Y compris les arriérés de paiement et refinancements.

Tableau 12

HAÏTI: ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 a/ |
|--|-----------------------|-------|-------|-------|---------|
| | Gourdes pour 1 dollar | | | | |
| Taux de change de référence b. | 19.62 | 23.83 | 27.08 | 40.48 | 39.68 |
| | Indices (1996 = 100) | | | | |
| 1. Indices du taux de change | | | | | |
| Taux de change de référence | 122.5 | 148.8 | 169.1 | 252.8 | 247.8 |
| 2. Indices des prix à la consommation | | | | | |
| a) Haïti | 157.8 | 184.3 | 200.4 | 265.5 | 337.5 |
| b) Etats-Unis | 109.7 | 113.3 | 115.0 | 117.7 | 120.4 |
| 3. Indices des prix relatifs (a/b) | 143.8 | 162.7 | 174.3 | 225.6 | 280.3 |
| 4. Indices ajustés du taux de change (1/3) | | | | | |
| Taux de change de référence | 85.2 | 91.4 | 97.0 | 112.0 | 88.4 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE a/

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 b/ | 2004 b/ |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|
| Millions de dollars | | | | | |
| Encours | 1,170.3 | 1,188.8 | 1,211.9 | 1,287.4 | 1,316.3 |
| Gouvernement | 994.8 | 1,037.5 | 1,054.2 | 1,120.9 | 1,152.0 |
| Entreprises publiques | 175.5 | 151.3 | 157.7 | 166.5 | 164.3 |
| Tirages | 50.8 | 35.4 | 13.0 | 49.6 | 23.3 |
| Service de la dette | 37.5 | 24.0 | 20.6 | 53.9 | 33.1 |
| Amortissements | 25.0 | 15.1 | 17.2 | 39.6 | 22.0 |
| Intérêts | 12.5 | 8.9 | 3.4 | 14.3 | 13.2 |
| Pourcentages | | | | | |
| Ratios de structure de la dette | | | | | |
| Dette publique extérieure/ exportations de biens et services c. | 232.1 | 267.2 | 287.8 | 274.9 | 258.0 |
| Services/exportations de biens et services c | 7.4 | 5.4 | 4.9 | 11.5 | 6.5 |
| Intérêts nets/exportations de biens et services c/ d/ | 1.8 | 2.1 | 3.2 | 3.0 | 2.3 |
| Service/tirage | 73.8 | 67.7 | 158.2 | 108.7 | 142.4 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée

b/ Chiffres provisoires

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la Balance des Paiements

Tableau 14

HAÏTI: ÉVOLUTION DES PRIX INTÉRIEURS a/

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 b/ |
|---|------|------|------|------|---------|
| Variation de septembre à septembre (pourcentages) | | | | | |
| Général | 15.3 | 12.3 | 10.1 | 42.5 | 22.5 |
| Alimentation | 10.4 | 15.6 | 9.6 | 40.4 | 27.4 |
| Variation moyenne annuelle (pourcentages) | | | | | |
| Général | 11.5 | 16.8 | 8.7 | 32.5 | 27.1 |
| Alimentation | 6.0 | 18.1 | 9.3 | 30.5 | 31.4 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH)

a/ A partir de chiffres d'indices des prix à base novembre 1996 = 100

b/ Chiffres provisoires

Tableau 15

HAÏTI: ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION

| | Indices (novembre 1996 = 100) | | | | | | Variation par rapport au même mois de l'année précédente | | | | |
|------------------------------------|-------------------------------|-------|-------|-------|---------|---------|--|------|------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 a/ | 2005 a/ | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 a/ | 2005 a/ |
| | Indice général | 144.8 | 169.1 | 183.8 | 243.5 | 309.6 | ... | 16.8 | 8.7 | 32.5 | 27.1 |
| Janvier | 140.1 | 166.2 | 179.4 | 231.3 | 291.0 | 348.6 | 18.6 | 8.0 | 28.9 | 25.8 | 19.8 |
| Février | 141.7 | 167.3 | 180.8 | 240.9 | 295.4 | 350.5 | 18.1 | 8.0 | 33.2 | 22.6 | 18.6 |
| Mars | 144.6 | 168.2 | 182.4 | 249.8 | 301.9 | 353.7 | 16.3 | 8.5 | 37.0 | 20.8 | 17.2 |
| Avril | 146.1 | 169.7 | 184.2 | 256.5 | 321.5 | 362.1 | 16.2 | 8.5 | 39.3 | 25.4 | 12.6 |
| Mai | 146.9 | 171.6 | 186.0 | 261.4 | 327.0 | ... | 16.9 | 8.4 | 40.6 | 25.1 | ... |
| Juin | 147.9 | 172.6 | 187.1 | 265.0 | 328.8 | ... | 16.7 | 8.4 | 41.7 | 24.1 | ... |
| Juillet | 149.4 | 173.3 | 188.8 | 268.1 | 329.9 | ... | 16.0 | 8.9 | 42.0 | 23.0 | ... |
| Août | 151.6 | 174.4 | 191.0 | 271.0 | 331.7 | ... | 15.0 | 9.5 | 41.9 | 22.4 | ... |
| Septembre | 156.5 | 175.8 | 193.5 | 275.7 | 337.8 | ... | 12.3 | 10.1 | 42.5 | 22.5 | ... |
| Octobre | 161.4 | 176.7 | 197.8 | 279.3 | 340.7 | ... | 9.5 | 11.9 | 41.2 | 22.0 | ... |
| Novembre | 163.4 | 177.5 | 200.1 | 283.2 | 341.4 | ... | 8.6 | 12.8 | 41.5 | 20.6 | ... |
| Décembre | 164.9 | 178.4 | 204.7 | 287.5 | 345.6 | ... | 8.1 | 14.8 | 40.4 | 20.2 | ... |
| Alimentation, boissons et tabac | 133.4 | 157.6 | 172.2 | 224.7 | 295.2 | ... | 18.1 | 9.3 | 30.5 | 31.4 | ... |
| Janvier | 128.8 | 154.3 | 167.7 | 211.8 | 271.0 | 329.3 | 19.8 | 8.7 | 26.3 | 27.9 | 21.5 |
| Février | 130.6 | 155.0 | 169.8 | 218.0 | 276.3 | 331.7 | 18.7 | 9.5 | 28.4 | 26.7 | 20.0 |
| Mars | 132.8 | 155.3 | 170.9 | 226.1 | 286.6 | 336.4 | 16.9 | 10.1 | 32.3 | 26.8 | 17.4 |
| Avril | 134.3 | 157.7 | 172.8 | 234.7 | 318.0 | 346.4 | 17.4 | 9.6 | 35.9 | 35.5 | 8.9 |
| Mai | 134.8 | 160.7 | 174.3 | 240.4 | 324.7 | ... | 19.2 | 8.5 | 37.9 | 35.1 | ... |
| Juin | 136.5 | 161.5 | 175.6 | 244.9 | 323.1 | ... | 18.3 | 8.7 | 39.5 | 31.9 | ... |
| Juillet | 138.2 | 162.5 | 177.2 | 249.3 | 318.7 | ... | 17.6 | 9.0 | 40.7 | 27.8 | ... |
| Août | 139.3 | 163.6 | 179.7 | 253.2 | 318.4 | ... | 17.4 | 9.8 | 40.9 | 25.8 | ... |
| Septembre | 142.4 | 164.6 | 180.5 | 253.4 | 322.9 | ... | 15.6 | 9.6 | 40.4 | 27.4 | ... |
| Octobre | 149.7 | 165.4 | 184.5 | 256.7 | 326.6 | ... | 10.5 | 11.5 | 39.1 | 27.2 | ... |
| Novembre | 152.5 | 166.1 | 187.0 | 260.5 | 324.6 | ... | 8.9 | 12.6 | 39.3 | 24.6 | ... |
| Décembre | 153.7 | 166.5 | 193.2 | 265.9 | 325.0 | ... | 8.3 | 16.1 | 37.7 | 22.2 | ... |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

a/ Chiffres provisoires

Tableau 16

HAÏTI: ÉVOLUTION DES REMUNÉRATIONS

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 a/ | 2004 a/ |
|-------------------------------|-------|-------|-------|---------|---------|
| Gourdes | | | | | |
| Salaire journalier minimum b/ | 36.0 | 36.0 | 36.0 | 70.0 | 70.0 |
| Indices (1996 = 100) | | | | | |
| Salaires | | | | | |
| Nominaux | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 194.4 | 194.4 |
| Réels c/ | 63.4 | 54.3 | 49.9 | 73.2 | 57.6 |
| Taux de croissance | | | | | |
| Salaires | | | | | |
| Nominaux | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 94.4 | 0.0 |
| Réels | -10.3 | -14.4 | -8.0 | 46.8 | -21.3 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Salaire journalier de base dans l'industrie.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation

Tableau 17

HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

| | Solde en fin d'année fiscale (septembre) | | | | | Taux de croissance | | | |
|--|--|---------|---------|---------|---------|--------------------|-------|---------|---------|
| | (Millions de gourdes) | | | | | | | | |
| | 2000 | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ | 2001 | 2002 | 2003 a/ | 2004 a/ |
| 1. Réserves nettes de change b/ | 9,635 | 8,354 | 8,421 | 13,476 | 12,683 | -13.3 | 0.8 | 60.0 | -5.9 |
| 2. Crédit intérieur net | 20,554 | 23,400 | 28,808 | 38,552 | 44,078 | 13.8 | 23.1 | 33.8 | 14.3 |
| Au secteur public | 9,276 | 12,079 | 15,119 | 18,415 | 12,683 | 30.2 | 25.2 | 21.8 | -31.1 |
| Gouvernement central | 9,467 | 12,070 | 15,077 | 18,309 | 12,929 | 27.5 | 24.9 | 21.4 | -29.4 |
| Entreprises publiques | -191 | 9 | 41 | 106 | -246 | 104.5 | 383.4 | 156.4 | -331.7 |
| Au secteur privé | 13,613 | 12,584 | 14,447 | 19,262 | 21,002 | -7.6 | 14.8 | 33.3 | 9.0 |
| Instruments de régulation monétaire, | | | | | | | | | |
| bons BRH (-) | -1,301 | -2,777 | -3,153 | -4,443 | -3,545 | 113.5 | 13.5 | 40.9 | -20.2 |
| Prêts extérieurs à moyen et long terme (-) | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autres (net) c/ | -1,034 | 1,514 | 2,396 | 5,317 | 13,938 | 246.3 | 58.3 | 121.9 | 162.1 |
| 3. Passifs monétaires (1+2) | 30,189 | 31,753 | 37,229 | 52,028 | 56,761 | 5.2 | 17.2 | 39.8 | 9.1 |
| Monnaie en circulation | 5,284 | 5,633 | 6,652 | 8,443 | 8,685 | 6.6 | 18.1 | 26.9 | 2.9 |
| Depôts à vue | 3,344 | 3,671 | 4,585 | 5,716 | 7,221 | 9.8 | 24.9 | 24.7 | 26.3 |
| Monnaie (M1) | 8,628 | 9,303 | 11,237 | 14,159 | 15,906 | 7.8 | 20.8 | 26.0 | 12.3 |
| Dépôts à terme (monnaie nationale) d/ | 10,740 | 11,725 | 12,225 | 16,186 | 18,603 | 9.2 | 4.3 | 32.4 | 14.9 |
| Liquidité en monnaie nationale (M2) | 19,368 | 21,028 | 23,463 | 30,345 | 34,509 | 8.6 | 11.6 | 29.3 | 13.7 |
| Dépôts en monnaie étrangère (dollars) | 10,821 | 10,725 | 13,766 | 21,683 | 22,252 | -0.9 | 28.4 | 57.5 | 2.6 |
| Liquidité étendue (M3) | 30,189 | 31,753 | 37,229 | 52,028 | 56,761 | 5.2 | 17.2 | 39.8 | 9.1 |
| Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année) | | | | | | | | | |
| M1/base monétaire | 0.61 | 0.57 | 0.58 | 0.54 | 0.51 | | | | |
| M2/base monétaire | 1.37 | 1.28 | 1.22 | 1.15 | 1.11 | | | | |
| M3/base monétaire | 2.14 | 1.93 | 1.93 | 1.98 | 1.83 | | | | |
| Ratios de liquidité e/ | | | | | | | | | |
| M1/PIB | 0.111 | 0.109 | 0.120 | 0.118 | 0.114 | | | | |
| M2/PIB | 0.250 | 0.245 | 0.250 | 0.254 | 0.247 | | | | |
| M3/PIB | 0.389 | 0.371 | 0.397 | 0.435 | 0.405 | | | | |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales.

c/ Y compris les créances interbancaires.

d/ Y compris comptes d'épargne.

e/ PIB à prix courants selon la nouvelle valoration des comptes nationaux à prix de 1986-1987.

Tableau 18

HAÏTI: BILAN DE LA BRH

| | Solde en fin d'année fiscale (septembre) | | | | | Taux de croissance | | | | |
|---|--|---------|---------|---------|---------|--------------------|---------|---------|---------|---------|
| | (Millions de gourdes) | | | | | | | | | |
| | 2000 | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ | 2000 | 2001 a/ | 2002 a/ | 2003 a/ | 2004 a/ |
| 1. Réserves nettes de change | 4,881 | 4,491 | 4,014 | 5,274 | 6,564 | 32.1 | -8.0 | -10.6 | 31.4 | 24.5 |
| 2. Crédit intérieur net | 7,776 | 8,863 | 11,578 | 16,330 | 19,828 | 82.8 | 14.0 | 30.6 | 41.0 | 21.4 |
| Au secteur public | 9,701 | 12,180 | 15,101 | 18,887 | 21,500 | 26.0 | 25.6 | 24.0 | 25.1 | 13.8 |
| Gouvernement central | 9,887 | 12,169 | 15,039 | 18,648 | 21,522 | 28.5 | 23.1 | 23.6 | 24.0 | 15.4 |
| Entreprises publiques | -187 | 11 | 62 | 239 | -22 | -3,263.1 | 105.9 | 458.8 | 286.7 | -109.0 |
| Au secteur privé | 1,334 | 415 | 463 | 1,524 | 321 | 304.7 | -68.9 | 11.6 | 229.3 | -78.9 |
| Instruments de régulation monétaire, bons BRH (-) | -1,301 | -2,777 | -3,153 | -4,443 | -3,545 | 58.1 | -113.5 | -13.5 | -40.9 | 20.2 |
| Prêts extérieurs à moyen et long terme (-) | -4,605 | -4,105 | -4,262 | -3,745 | -2,473 | -255.4 | 10.9 | -3.8 | 12.1 | 34.0 |
| Autres (net) | 2,646 | 3,150 | 3,429 | 4,108 | 4,025 | 323.9 | 19.0 | 8.9 | 19.8 | -2.0 |
| 3. Passifs monétaires (1+2) | 12,657 | 13,354 | 15,591 | 21,604 | 26,392 | 59.2 | 5.5 | 16.8 | 38.6 | 22.2 |
| Monnaie en circulation | 5,284 | 5,633 | 6,652 | 8,443 | 8,685 | 32.4 | 6.6 | 18.1 | 26.9 | 2.9 |
| Engagements envers institutions financières monétaires | 7,373 | 7,721 | 8,939 | 13,161 | 17,707 | 86.2 | 4.7 | 15.8 | 47.2 | 34.5 |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 19

HAÏTI: RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL a/

| | Millions de gourdes | | | | | Taux de croissance | | | |
|---|---------------------|--------|--------|---------|---------|--------------------|-------|---------|---------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 b/ | 2004 b/ | 2001 | 2002 | 2003 b/ | 2004 b/ |
| 1. Recettes totales (1.1 + 1.2) | 6,170 | 6,332 | 7,722 | 10,603 | 12,474 | 2.6 | 21.9 | 37.3 | 17.6 |
| 1.1. Recettes courantes | 6,149 | 6,324 | 7,721 | 10,603 | 12,474 | 2.8 | 22.1 | 37.3 | 17.6 |
| Directes | 1,263 | 1,246 | 1,584 | 1,986 | 2,779 | -1.4 | 27.1 | 25.4 | 39.9 |
| Personnes physiques | 715 | 673 | 763 | ... | ... | -5.9 | 13.3 | ... | ... |
| Sociétés | 548 | 573 | 821 | ... | ... | 4.5 | 43.3 | ... | ... |
| Indirectes | 1,992 | 2,329 | 2,952 | 3,995 | 4,690 | 16.9 | 26.7 | 35.4 | 17.4 |
| Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) | 1,737 | 2,051 | 2,417 | 3,161 | 3,458 | 18.1 | 17.9 | 30.8 | 9.4 |
| Droits d'accise | 255 | 278 | 534 | 834 | 1,232 | 8.9 | 92.2 | 56.1 | 47.6 |
| Diverses | 1,368 | 976 | 1,115 | 1,853 | 1,477 | -28.6 | 14.2 | 66.2 | -20.3 |
| Recettes douanières | 1,526 | 1,773 | 2,070 | 2,769 | 3,528 | 16.2 | 16.8 | 33.7 | 27.4 |
| 1.2. Transferts des entreprises publiques | 20 | 8 | 1 | 0 | 0 | -60.4 | -87.5 | ... | ... |
| 2. Dépenses courantes | 6,308 | 7,011 | 8,469 | 11,030 | 13,508 | 11.1 | 20.8 | 30.2 | 22.5 |
| Dépenses budgétaires | 5,257 | 6,045 | 7,612 | 10,127 | 11,321 | 15.0 | 25.9 | 33.0 | 11.8 |
| Rémunérations | 3,415 | 3,343 | 3,483 | 3,689 | 4,143 | -2.1 | 4.2 | 5.9 | 12.3 |
| Dépenses de fonctionnement | 1,842 | 2,701 | 4,129 | 6,438 | 7,179 | 46.7 | 52.8 | 55.9 | 11.5 |
| Dépenses extra-budgétaires | 1,051 | 966 | 857 | 903 | 2,187 | -8.0 | -11.3 | 5.4 | 142.1 |
| Subventions | 402 | 439 | 494 | 398 | 1,025 | 9.2 | 12.7 | -19.5 | 157.3 |
| Intérêts | 377 | 228 | 127 | 244 | 930 | -39.6 | -44.5 | 92.8 | 281.4 |
| Dettes internes | 140 | ... | ... | 120 | 480 | ... | ... | ... | 300.0 |
| Dettes externes | 237 | 228 | 127 | 124 | 450 | -3.8 | -44.5 | -2.1 | 263.4 |
| Autres dépenses | 273 | 300 | 236 | 261 | 232 | 10.1 | -21.3 | 10.5 | -11.1 |
| 3. Epargne ou Déficit courant (1-2) | -159 | -687 | -748 | -427 | -1,034 | 332.8 | 8.9 | -42.9 | 142.0 |
| 4. Dépenses de capital | 1,830 | 1,578 | 1,908 | 3,284 | 3,657 | -13.8 | 20.9 | 72.1 | 11.4 |
| 5. Dépenses totales (2+4) | 8,138 | 8,589 | 10,377 | 14,314 | 17,165 | 5.5 | 20.8 | 37.9 | 19.9 |
| 6. Excédent ou Déficit fiscal (1-5) | -1,969 | -2,257 | -2,655 | -3,711 | -4,691 | | | | |
| 7. Financement du déficit | 1,969 | 2,257 | 2,655 | 3,711 | 4,691 | | | | |
| Financement extérieur net c/ | -192 | 60 | -165 | -465 | -949 | | | | |
| Prêts externes (nets) | -390 | -310 | -277 | -748 | -970 | | | | |
| Dons | 197 | 370 | 113 | 283 | 21 | | | | |
| Financement intérieur net | 2,161 | 2,197 | 2,820 | 4,176 | 5,640 | | | | |
| Banque Centrale | 1,954 | 2,248 | 2,892 | 3,686 | 2,818 | | | | |
| Autres sources de financement d/ | 207 | -51 | -72 | 490 | 2,822 | | | | |
| Ratios (pourcentages) | | | | | | | | | |
| Recettes totales/PIB | 8.0 | 7.4 | 8.2 | 8.9 | 8.9 | | | | |
| Recettes courantes/PIB | 7.9 | 7.4 | 8.2 | 8.9 | 8.9 | | | | |
| Dépenses totales/PIB | 10.5 | 10.0 | 11.1 | 12.0 | 12.3 | | | | |
| Dépenses courantes/PIB | 8.1 | 8.2 | 9.0 | 9.2 | 9.6 | | | | |
| Epargne courante/PIB | -0.2 | -0.8 | -0.8 | -0.4 | -0.7 | | | | |
| Dépenses de capital/PIB | 2.4 | 1.8 | 2.0 | 2.7 | 2.6 | | | | |
| Déficit fiscal/PIB | -2.5 | -2.6 | -2.8 | -3.1 | -3.4 | | | | |
| Financement interne net/déficit | 109.8 | 97.3 | 106.2 | 112.5 | 120.2 | | | | |

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

a/ Non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)

b/ Chiffres provisoires

c/ Y compris les dons.

d/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement

Tableau 20

HAÏTI: INDICATEURS DU SYSTÈME BANCAIRE 2000-2004

(Pourcentages)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre de banques | | | | | |
| Banques incluses | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| Commerciales privées (y compris banques d'épargne et de logement) | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| Succursales de banques commerciales Etrangères | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Banques commerciales d'Etat | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Structure opérationnelle (millions de gourdes) | | | | | |
| Actifs | 30,109 | 30,294 | 35,326 | 50,916 | 55,931 |
| Passifs | 28,573 | 28,487 | 33,182 | 48,186 | 52,984 |
| Fonds propres (patrimoine) | 1,537 | 1,807 | 2,040 | 2,730 | 2,947 |
| Structure opérationnelle | | | | | |
| Actifs | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Passifs | 94.9 | 94.0 | 93.9 | 94.6 | 94.7 |
| Fonds propres (patrimoine) | 5.1 | 6.0 | 5.8 | 5.4 | 5.3 |
| Adéquation des fonds propres (patrimoine) | | | | | |
| Capital ajusté/Actifs ajustés par risque a/ | 13.5 | 16.5 | 14.7 | ... | ... |
| Structure, qualité et concentration des actifs | | | | | |
| Disponibilités/actifs | 37.2 | 37.8 | 38.3 | 37.3 | 40.1 |
| Portefeuille net/actifs | 39.5 | 34.9 | 34.4 | 31.8 | 30.5 |
| Prets improductifs bruts/prets bruts | 6.8 | 9.2 | 6.5 | 5.5 | 6.9 |
| Actif productif/actif total | 61.9 | 59.6 | 60.5 | 58.0 | 55.1 |
| Provisions pour créances douteuses/ prets improductifs bruts | 62.6 | 66.2 | 84.4 | 97.1 | 88.9 |
| Total du crédit | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Consommation | 11.1 | 10.0 | 11.1 | 13.0 | 10.6 |
| Commerce (gros et détail) | 34.4 | 36.2 | 34.8 | 33.3 | 33.0 |
| Industrie manufacturière | 18.3 | 19.1 | 18.5 | 18.3 | 17.5 |
| Immobilier (résidentiel et commercial) | 13.6 | 14.0 | 11.4 | 11.8 | 12.6 |
| Autres (résiduel) | 22.7 | 20.7 | 24.2 | 23.6 | 26.3 |
| Liquidité | | | | | |
| Disponibilités/total des dépôts | 44.8 | 44.1 | 44.9 | 44.1 | 46.7 |
| Disponibilités/dépôts à vue gourdes b/ | 334.8 | 334.8 | 324.5 | 332.3 | 311.0 |
| Disponibilités/dépôts à vue dollars b/ | 444.2 | 430.5 | 331.0 | 310.4 | 339.1 |
| Actif courant net/total actif c/ | 96.9 | 95.2 | 97.4 | 97.3 | 96.0 |
| Rentabilité | | | | | |
| Dividendes versés/avoir des actionnaires d/ | 3.8 | 3.8 | 3.3 | ... | ... |
| Bénéfice net/actif total moyen e/ | 1.7 | 1.3 | 1.0 | 1.9 | 0.8 |
| Bénéfice net/fonds propres moyen f/ | 32.8 | 23.4 | 17.3 | 35.0 | 15.1 |
| (Revenus - Dépenses)/actif productif moyen g/ | 2.3 | 2.1 | 1.5 | 2.7 | 1.4 |
| Risque et vulnérabilité | | | | | |
| Dépenses financières/total des dépôts | 3.7 | 3.1 | 3.0 | 3.3 | 4.6 |
| Actif productif/total des dépôts | 74.5 | 69.4 | 70.7 | 71.7 | 64.1 |
| Capital et réserves/actif total | 3.3 | 3.6 | 3.3 | 2.7 | 2.8 |

Fuente: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Le capital ajusté correspond à l'avoir des actionnaires.

b/ Les passifs à court terme ne considèrent que les dépôts à vue.

c/ Actifs courants nets: Actifs - dépenses d'intérêts.

d/ Dividendes comme pourcentage du patrimoine.

e/ Equivalent au Return of Assets (ROA) selon dénomination de la BRH.

f/ Equivalent au Return of Equities (ROE) selon dénomination de la BRH.

g/ Bénéfices avant impôts comme pourcentage des actifs productifs moyens.